

Communiqué

Association Suisse pour la Protection des Oiseaux ASPO/BirdLife Suisse, Pro Natura, Déclaration de Berne

Mardi 26 octobre 2010

Sommet sur la biodiversité de Nagoya L'Europe détient les clés de la réussite.

Les organisations de protection de la nature et d'aide au développement Déclaration de Berne, Pro Natura et Association Suisse pour la Protection des Oiseaux ASPO/BirdLife Suisse exhortent les gouvernements à éviter l'échec de la conférence sur la biodiversité. Les pays industrialisés doivent s'engager résolument contre la biopiraterie et contribuer financièrement à rendre concrètes les mesures du plan stratégique 2010. Un report des accords entraînerait une augmentation massive des coûts dans les années futures.

Les 193 pays participant au sommet sur la biodiversité ont encore quatre jours devant eux pour tenter de trouver un accord afin d'enrayer l'inexorable déclin de la biodiversité. Il ne sera possible de trouver un accord que si les pays industrialisés, dont la Suisse, accordent les moyens nécessaires pour permettre de mettre en application les 20 mesures définies dans le plan stratégique. Ces mesures comprennent par exemple l'augmentation de la surface des aires protégées ou la diminution de moitié du déboisement d'ici à 2020. Un accord contraignant doit également être ratifié pour stopper la biopiraterie. Le troisième axe de la convention sur la biodiversité consiste en l'accès et au partage équitable des ressources génétiques (Access and Benefit-sharing ABS). Après 15 ans de discussion, ce point doit maintenant se concrétiser. Les points les plus litigieux dans les négociations sont les moyens de contrôle dans les états utilisateurs des ressources et le champ d'application du protocole. Si le protocole intégrait les exigences des états industrialisés, il en résulterait un accord vidé de sa substance qui ne couvrirait qu'une faible part du domaine de l'utilisation des ressources. La Suisse joue un rôle constructif dans le processus de l'ABS, tandis que le Canada et l'UE rejettent encore des éléments essentiels à la construction d'un accord tangible.

Au chapitre des finances, la Suisse se situe toutefois dans la droite ligne de l'UE: des moyens financiers supplémentaires ne seront discutés que lorsque le coût total de la protection de la biodiversité sur Terre sera connu. Cette attitude n'est positive, ni pour le sommet sur la biodiversité, ni pour les pays en développement.

La semaine passée, les organisations de protection de la nature BirdLife International et Conservation International ont présenté au sommet sur la biodiversité une estimation concrète des moyens nécessaires: les pays en développement ont besoin de 15 milliards de dollars de plus qu'actuellement pour l'extension et la gestion du réseau mondial des aires protégées.

Attendre plus longtemps conduirait à une augmentation massive des coûts

Dans le même temps, les économistes ont calculé que le bénéfice tiré des aires protégées et les prestations offertes par leurs écosystèmes sont 500 fois plus élevés que les moyens actuels dévolus à leur protection. Ils ont aussi démontré que ne rien faire ou agir tardivement provoque une augmentation des coûts, et ce dans des proportions énormes: le prix à payer pourrait atteindre 7 % du produit national brut en 2050. En plus, la menace de conflits existe pour l'accès aux ressources risquant de provoquer des flux de réfugiés et une instabilité politique lorsque des prestations fournies par les écosystèmes telles que la fertilité des sols ou l'accès à l'eau potable disparaissent à grande échelle.

Les moyens nécessaires ne peuvent pas être fournis par les pays en développement eux-mêmes: de plus, la convention sur la diversité biologique établit que les pays industrialisés doivent mettre ces moyens à disposition. C'est pourquoi l'ASPO/BirdLife Suisse, Pro Natura et la Déclaration de Berne qui suivent les négociations de Nagoya de près attendent de la Suisse qu'elle prenne des engagements clairs pour l'élévation du montant alloué à la biodiversité mondiale, sous forme de moyens supplémentaires propres. Un élément important est la réduction des subventions qui portent atteinte à la biodiversité et leur transformation en contributions favorisant la biodiversité. Les trois organisations attendent de plus que la Suisse mette à disposition à court et moyen terme des moyens suffisants pour la diversité biologique en Suisse aussi. La seule différence entre la dernière crise bancaire et la crise actuelle de la biodiversité réside dans le fait que la première a touché le monde entier en quelques semaines alors que les effets de la crise de la biodiversité ne sont pas immédiatement perceptibles.

Plus d'informations de nos spécialistes à Nagoya:

François Meienberg, Déclaration de Berne, Tel. +81 (0) 90 5004 1035,
food@evb.ch (ABS et domaine agricole)

Werner Müller, ASPO/BirdLife Suisse Tel. 079 448 80 36;
werner.mueller@birdlife.ch

Friedrich Wulf, Pro Natura, Tel. +81 (0) 8010034211, friedrich.wulf@pronatura.ch

Photos:

Photos de la Conférence de Nagoya en haute résolution sur www.birdlife.ch